

Communiqué de presse

Sujet	Service public des médias
Pour tout renseignement	Jürg Grossen, Conseiller national, tél. +41 79 444 94 65
Expéditeur	Parti vert libéral suisse, Laupenstrasse 2, 3008 Berne Tél +41 31 311 33 03, Courriel : suisse@vertliberaux.ch, www.vertliberaux.ch
Date	15 décembre 2015

Les Vert'libéraux demandent avec insistance que le parlement mène un débat de fond sur le service public des médias et sur le mandat constitutionnel

Les Vert'libéraux ont déjà exigé dans le cadre de la votation sur la nouvelle loi sur la radio et la télévision (LRTV) un débat de fond sur le service public à offrir par les médias. Dès lors, les Vert'libéraux soutiendront mercredi la motion qui exige que le rapport du Conseil fédéral, annoncé pour la mi-2016, contienne toutes les propositions parlementaires en suspens en matière de politique des médias. Le rapport soumis par la Commission fédérale des médias ne répond pas aux exigences d'une discussion large et ouverte. Le rapport défend essentiellement le statu quo et exige de surcroît une extension de la bureaucratie. Les Vert'libéraux envisagent en particulier une révision de la Constitution fédérale, comme le demande d'ailleurs le Conseiller national Jürg Grossen dans une motion¹. La focalisation unilatérale sur la radio et la télévision dans l'article constitutionnel existant ne fait plus de sens à l'ère numérique et ce dernier ne tient pas assez compte des offres privées d'aujourd'hui.

Le Conseiller national Jürg Grossen explique : « Un débat de fond sur le service public en matière de médias s'impose d'urgence. Les médias revêtiront également à l'avenir un rôle important pour la cohésion culturelle et politique de notre pays ainsi que pour l'information de la population. L'article constitutionnel en vigueur avec sa focalisation trop unilatérale sur la radio et la télévision n'est pas adapté à l'ère numérique. Seule une définition du service public des médias indépendante du canal de transmission et un engagement clair en faveur de la subsidiarité permettent de créer des conditions cadres équitables et porteuses d'avenir, tant pour la SSR que pour les entreprises privées de médias. »

¹ http://www.parlament.ch/fr/suche/Pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20153600